



Analytischer Bericht
der Gemeinderatssitzungen
Compte rendu analytique
des séances du conseil communal

No 6/2025

Sitzung vom / Séance du 12.12.2025



multiplicity



VILLE DE
LUXEMBOURG
www.vdl.lu

multiplicity



ORDRE DU JOUR

de la séance du vendredi 12 décembre 2025

EN SÉANCE PUBLIQUE

Finances de la Ville de Luxembourg : débats budgétaires - interventions des conseillers communaux

526

Vers les archives
livestream des séances
du conseil communal :



Madame le bourgmestre Lydie POLFER préside la séance. Le conseil est en nombre.

En séance publique

FINANCES DE LA VILLE DE LUXEMBOURG : DÉBATS BUDGÉTAIRES - INTERVENTIONS DES CONSEILLERS COMMUNAUX

Monsieur Robert PHILIPPART (DP) : Je félicite Madame la conseillère Anne Kaiffer de son rapport budgétaire. J'ai particulièrement apprécié le fait qu'elle ait mis l'accent sur le commerce, qui fait partie de l'âme, de la qualité de vie et de l'attractivité d'une ville. Madame Kaiffer souligne à juste titre que le collège échevinal prend sans cesse de nouvelles mesures pour soutenir le commerce. Mes remerciements vont également à la commission des finances et à tous les services qui ont collaboré à l'élaboration des documents budgétaires.

Le collège échevinal poursuit sa politique budgétaire prudente et la mise en œuvre de la déclaration échevinale. En ces temps plus difficiles, il est important qu'une commune maintienne un niveau d'investissement élevé afin de soutenir notre économie et de préparer la commune pour demain. Je soutiens pleinement les investissements élevés dans l'acquisition de terrains et de bâtiments, d'autant plus que ceux-ci servent à créer des logements abordables. Le *Politbarometer* montre que la Ville est sur la bonne voie avec les projets VEFA et l'acquisition de nouveaux logements dans le cadre de nouveaux PAP.

La Ville développe ses ressources humaines parallèlement à la croissance de la capitale et investit également dans la formation continue. La Ville compte parmi les plus gros employeurs du pays. Elle dispose d'un personnel de qualité et qualifié, que je tiens à remercier de son engagement quotidien.

En lisant le rapport budgétaire, j'ai particulièrement apprécié le fait que la mise en œuvre des résultats des Apéritours se reflète dans des chiffres concrets. La Ville est à l'écoute de ses citoyens et tient parole.

Je voudrais aborder plusieurs institutions culturelles qui ne sont pas toujours au centre de l'attention, mais qui sont essentielles à notre vivre-ensemble et à notre mémoire historique : les musées, la Photothèque, la Cinémathèque, la City-Bibliothèque, le service Coordination culturelle et les Archives municipales. Les théâtres et le Conservatoire seront certainement abordés par d'autres intervenants. La culture occupe une place importante dans le budget 2026 : plus de 9 % des dépenses ordinaires et 2,8 % des dépenses extraordinaires sont consacrées à ce domaine. Si l'on y ajoute les projets urbanistiques qui ont un impact direct sur notre paysage culturel, cette part dépasse largement les 10 %. À l'échelle européenne, nous nous positionnons ainsi en haut du classement. La ville de Francfort investit 3 % de son budget total dans la culture, Vienne 2 %, Zurich et Paris 1,5 %, et Londres moins de 1 %. Mes félicitations à la Ville de Luxembourg pour cet engagement !

Le budget 2026 prévoit six millions d'euros pour l'extension de la Cinémathèque (devis : 43,6 millions d'euros), 5,3 millions d'euros pour la rénovation de l'Auditorium du Conservatoire et 1,8 million d'euros pour la rénovation de la Maison Michel Rodange à Clausen. Les dépenses extraordinaires pour le Conservatoire ont ainsi été multipliées par six. Le projet de modernisation de la Cinémathèque comprend une salle pouvant accueillir jusqu'à 177 personnes, une deuxième salle d'une capacité de 72 personnes, un espace de formation et un espace de restauration. Les équipes de la Cinémathèque

et du Conservatoire font preuve d'une grande capacité d'adaptation pour mettre en œuvre leurs programmes culturels sans contraintes majeures en dépit des travaux. Le Conservatoire, avec ses 256 employés, et le théâtre municipal, avec sa centaine d'employés, comptent parmi les plus grands prestataires de services culturels. La Cinémathèque emploie 20 personnes. Les coûts de formation continue pour le personnel de la Cinémathèque passent de 4.800 € en 2024 à 16.000 € en 2026, ce qui souligne l'importance accordée au développement des compétences du personnel. Les frais de consultance passent de 69.000 à 122.000 €.

4,75 millions d'euros sont consacrés à la rénovation et à la modernisation de nos centres culturels, notamment le « Drescherhaus » à Dommeldange, le Hall Victor Hugo au Limpertsberg ainsi que les centres culturels de Hollerich et Weimershof. Il est important de moderniser les centres culturels, qui sont au cœur de la vie associative culturelle.

Dans le cadre du projet Mansfeld, une nouvelle tranche de 550.000 € sera investie. Il s'agit d'un projet important, dont l'objectif est de valoriser un site historique, de le développer et de lui donner une nouvelle vie. L'Organisation des villes du patrimoine mondial a présenté ce projet comme un modèle mondial dans son « Atelier international du Réseau collaboratif de Marrakech ».

Le budget comprend également un crédit de départ de 500.000 € pour le réaménagement de la rue du Nord. 200.000 € sont inscrits pour le réaménagement de la place Schmëtt au Stadtgrund, et 1,5 million d'euros comme nouvelle tranche pour la construction d'un pont entre le *Bisserweg* et la rue St Ulric. Ce projet contribue à la mise en valeur du Mur de Wenceslas et équivaut à celle du *Stierchen*. Il convient également de mentionner le réaménagement du bâtiment situé place des Bains, qui abritait auparavant un centre pour jeunes, et qui accueillera les archives municipales après la fin des travaux de rénovation.

Tous ces investissements sont importants pour maintenir la vie culturelle dans le centre historique de la ville. Ces projets sont de grande qualité et ont valeur de modèle pour le marché privé. Ils montrent comment rénover et adapter aux normes en vigueur des bâtiments protégés au niveau national et situés dans la zone UNESCO, tout en les rendant accessibles à tous et en les rénovant sur le plan énergétique.

Les musées de la Ville ont accueilli 105.000 visiteurs en 2024, un nouveau record ! Les activités culturelles y ont joué un rôle de plus en plus important, notamment à la Villa Vauban, mais aussi au Luxembourg City Museum. L'année 2024 a été marquée par de grandes expositions temporaires, telles que « All you can eat », « Pure Europe », « Babel heureuse ? » et « 1624 ». Le Festival d'histoire urbaine a attiré plus de 2.000 visiteurs. Le projet de l'annexe du Luxembourg City Museum est terminé. Les dépenses du musée dans le domaine informatique passeront de 75.600 € (2024) à 161.000 € (2026). Le musée est déjà bien équipé sur le plan numérique, mais il est important de réaliser de nouveaux investissements. Est-il prévu de réaménager toute la surface du rez-de-chaussée ? Les dépenses ordinaires augmentent de 9,4 à 11,50 millions d'euros, ce que je tiens à saluer. Le nombre de collaborateurs passe de 43 à 46. Cette évolution modérée des effectifs est-elle suffisante pour répondre aux nouvelles exigences techniques et de contenu ou faut-il encore augmenter les capacités dans les musées de la Ville ?

Tant dans les théâtres municipaux que dans les Deux Musées, la Photothèque et la Cinémathèque, les frais de promotion restent à un niveau élevé, voire augmentent. C'est important pour attirer de nouveaux visiteurs et fidéliser les visiteurs.

La Photothèque possède un fonds d'environ 7 millions de photos. 2,5 millions de photos ont été numérisées. Entre

2016 et fin 2024, 325.000 photos numériques ont été saisies dans la base de données. Ces progrès soulignent l'impact de l'embauche de personnel spécialisé. Un succès important a également été enregistré en 2024 dans le domaine du «*public engagement*». L'exposition d'été au *Ratskeller* a attiré quelque 10.000 visiteurs en deux mois. Cela confirme la pertinence des collections et l'intérêt du public pour les sujets d'actualité. Je suis heureux de lire que les dépenses ordinaires augmentent de 10,4 % et les dépenses extraordinaires de 80 % (de 80.000 à 145.000 €). Le budget pour l'achat d'œuvres d'art passe de 10.000 à 30.000 €. Les dépenses pour les logiciels sont en baisse (de 44.000 à 25.000 €). Des investissements dans la numérisation des fonds et dans une plateforme de recherche sont absolument nécessaires. Comment le collège échevinal entend-il relever ce défi à l'avenir ?

En 2024, la *Luxembourg City Bibliothèque* employait 10 personnes et comptait 13.914 visiteurs. La bibliothèque municipale est particulièrement connue pour son engagement culturel et pédagogique, entre autres pour les «*lundis littéraires* » et les ateliers pour enfants. Elle a participé activement à la Journée internationale du livre et du droit d'auteur ainsi qu'au projet «*Villa Plage* ». Au total, 128.000 documents ont été empruntés et 1.400 personnes se sont nouvellement inscrites. Cela souligne la popularité du service. La progression des dépenses ordinaires est de 1,9 %, alors que les dépenses extraordinaires se multiplient par sept (de 15.779 à 120.000 €). Les investissements sont principalement consacrés au matériel informatique (de 2.617 à 80.000 €). On investit également dans du mobilier mobile pour les visiteurs, afin de répondre à l'intérêt toujours plus grand du public pour les formats numérisés. Le nombre de collaborateurs s'élève désormais à 21 personnes. Les frais de formation continue sont passés de 0 à 3.000 €.

Les ressources humaines des Archives de la Ville sont passées de 5 à 8 postes entre 2019 et aujourd'hui. Les archives gèrent actuellement 3.200 mètres linéaires d'archives analogiques, environ 13.000 plans et environ 9.500 affiches, 350 documents et une bibliothèque d'environ 4.000 ouvrages scientifiques. Les archives numériques comprennent 25.270 dossiers accessibles en ligne. L'année passée, notre inventaire en ligne a été visité 10.300 fois. 380 dossiers ont été consultés sur place et 2.300 en ligne. En collaboration avec le Service Communication et Relations publiques, la page Facebook a été lancée avec succès en 2019 afin d'accroître la visibilité des archives auprès du grand public et de faire un pas vers le *mainstream*, sans pour autant renoncer à la science. Les activités des services communaux actifs dans le domaine numérique pourraient-elles être encore davantage coordonnées, afin de toucher davantage de personnes et de les sensibiliser au patrimoine conservé dans les archives ? Un nouvel entrepôt a été aménagé au lieu-dit *Kalchesbréck*. Les archives seront transférées dans un bâtiment situé dans un emplacement central (1, Place des Bains), pour la rénovation et la modernisation duquel la Ville investit 2,6 millions d'euros. Des locaux pour les chercheurs sont également prévus. Dans de nombreuses autres villes, les archives ont été installées dans des sous-sols ou des combles d'immeubles situés en périphérie. Il faut se féliciter que notre mémoire historique soit hébergée en plein centre-ville et dans un bâtiment historique. Cela souligne l'importance accordée à la culture à Luxembourg-Ville. Le déménagement est prévu pour fin 2026.

Je me réjouis du fait que le collège échevinal mette à la disposition des Archives les moyens nécessaires pour un nouveau logiciel, afin que la plateforme, qui fonctionne de manière fantastique et qui est du même niveau que «*E-Luxemburgsia* », puisse suivre le rythme des besoins de la recherche.

Les dépenses ordinaires de la Coordination culturelle sont passées de 3,83 millions d'euros en 2021 à plus de 7 millions d'euros aujourd'hui. Le budget comprend également des «*subventions affectées* » pour le financement de grands

événements et festivals ainsi que des «*participations à caractère spécifique* » dans l'ALAC, le Cercle Cité ou les Rotondes. Le service compte cinq collaborateurs. La Coordination culturelle est un acteur important dans une ville internationale et multiculturelle, puisqu'elle réunit tous les acteurs. Le travail du service est également très apprécié dans le cadre des publications «*Ons Stad* » et «*City Mag* », ainsi que des modules culturels sur la plateforme Internet de la Ville. Le champ d'action du service va de la mission de construire l'image culturelle de la Ville à la mission de définir les critères pour l'installation d'œuvres d'art dans l'espace public. L'une des tâches principales du service est d'établir et d'entretenir un lien avec les associations culturelles et l'Etat, ainsi que de collaborer avec la commission culturelle. L'équipe fait preuve d'une réelle passion pour son travail. Des objectifs clairs sont définis dans le rapport annuel. L'augmentation du budget correspond en grande partie à ce programme. Les visions d'avenir du service ne laissent aucun doute sur la nécessité de maintenir les investissements à un niveau élevé pour les années à venir.

Je ne peux que féliciter le collège échevinal pour le projet de budget 2026 : il s'inscrit clairement dans la ligne de la déclaration échevinale, met concrètement en œuvre les recommandations des Apéri'tours, maintient les investissements à un niveau élevé et prévoit un développement de la culture.

Monsieur François BENOY (déi gréng) : Je tiens tout d'abord à remercier le collège échevinal pour l'élaboration du budget 2026. Je tiens également à remercier Monsieur l'échevin des finances Laurent Mosar, Monsieur le conseiller Claude Radoux en tant que président de la commission des finances, Madame la conseillère Anne Kaiffer en tant que rapportrice du budget, le Service Finances, Madame Sandra Mathes, Secrétaire-Administrateur général, ainsi que tous les autres membres du personnel de la Ville qui ont collaboré à l'élaboration des documents budgétaires.

Un budget montre dans quelle direction la politique du collège échevinal et de la majorité veut aller. Nous sommes confrontés à de grands défis : la crise climatique, la crise du logement, l'augmentation continue du trafic, le fait que de plus en plus de personnes ne parviennent pas à joindre les deux bouts financièrement. Mais au lieu d'inscrire ces défis au budget comme des priorités claires, le collège échevinal mise sur la poursuite de la politique actuelle. Je vais aborder quelques réalités auxquelles la majorité DP-CSV devra réagir.

Le projet de budget 2026 prévoit un déficit important de 232 millions d'euros. Le budget rectifié 2025 se clôturera avec un déficit de 175 millions d'euros, alors que le projet de budget 2025 prévoyait un déficit de 153 millions d'euros. En commission, Monsieur l'échevin Mosar a déclaré que le résultat final (dans les comptes 2025) serait meilleur, mais aussi qu'il ne fallait pas compter sur un bonus. Il ressort des comptes 2024 qu'aucune réserve n'a été constituée. Il semble donc que nous ayons atteint un tournant décisif. Fin 2024, les réserves s'élevaient à 1,4 milliard d'euros, fin 2025 à 1,2 milliard d'euros. Pour 2026, on estime que la Ville disposera de réserves de 900 milliards d'euros. Si ce rythme est maintenu, les réserves seront épuisées en 2030. Les prochaines élections communales auront lieu en 2029, ce qui signifie que d'ici-là, la majorité actuelle aura épuisé toutes ses réserves. Les années d'abondance seront alors définitivement terminées. Le collège échevinal agit selon le principe «*Après nous le déluge !* », ce qui témoigne d'une politique non durable et peu responsable, y compris vis-à-vis des générations futures.

Le collège échevinal attribue la diminution des réserves avant tout au contexte actuel. C'est peut-être vrai en partie, mais derrière les dépenses inscrites au budget se trouvent aussi des décisions de la majorité DP-CSV. Même si la Ville a moins d'influence sur les recettes, elle dispose d'une certaine marge de manœuvre. Dans quelle mesure la Ville recourt-elle

aux subsides de l'État ? J'ai l'impression que la Ville fait preuve de retenue à cet égard et qu'elle préfère renoncer aux subventions étatiques plutôt que de laisser l'Etat s'immiscer dans ses affaires (par exemple en matière de logement et de politique sportive). Qu'en est-il de la gestion des taxes communales dans des domaines tels que les déchets, la mobilité, l'impôt foncier, les logements et les locaux commerciaux vacants ? Une redistribution serait tout à fait possible dans ces domaines. On pourrait récompenser les citoyens qui agissent dans l'intérêt de la société ou de la commune.

De cette manière, la Ville pourrait également se rapprocher de l'objectif visant à générer des recettes plus élevées. Au cours des dix dernières années, peu de progrès ont été réalisés dans ce domaine.

Qu'en est-il des frais de personnel ? L'année passée, 200 personnes supplémentaires ont été embauchées, ce qui porte les effectifs de la Ville à environ 4.600 personnes. En outre, on continue à recourir fréquemment à des services externes. Au niveau des dépenses extraordinaires, de nombreux projets coûteux sont à l'ordre du jour. Il y a toujours des dépassements de coûts, non seulement à cause des augmentations de prix, mais aussi à cause du développement, de la gestion et du contrôle des projets – et cela relève de la responsabilité du collège échevinal !

Nous lisons dans les documents budgétaires que des projets d'un coût total de 2.667,2 millions d'euros n'ont pas encore été soumis au vote du conseil communal. Compte tenu de la situation financière actuelle, il est important de garder un œil attentif sur les projets, de veiller à ce que l'argent ne soit pas gaspillé et de s'assurer que les projets soient durables et tournés vers l'avenir. De nombreux projets approuvés par la majorité - alors que *déi gréng* ne les ont pas soutenus ou se sont abstenus lors du vote - ne satisfont pas à ces exigences. Le domaine de la voirie en est un exemple frappant : après les travaux d'infrastructure, l'état initial est presque toujours rétabli au lieu de prendre en compte dès le départ une mobilité durable et des aspects écologiques. En ce qui concerne la canalisation, on continue à miser sur le système mixte et il manque une stratégie à long terme en direction du système séparatif. Il en va de même pour le gaz. Lors de la réfection de la superstructure des routes, les exigences du futur ne sont pas prises en compte de manière conséquente, que ce soit en termes de protection contre la chaleur, de promotion de la mobilité douce ou de modération du trafic et de limitation du trafic de transit. La rue de Wiltz a été ramenée à son état initial, tout comme la rue Gengler et la rue Nic Martha – un projet que nous n'avons pas soutenu et réalisé dans un quartier très sensible avec des places publiques et des écoles. Un jour ou l'autre, des améliorations seront apportées à grands frais pour apaiser le trafic, comme à Merl, Bonnevoie et Limpertsberg. Lorsque les mesures provisoires deviennent définitives, les pelleteuses doivent à nouveau intervenir. Ainsi, les deniers publics sont souvent dépensés deux fois et parfois même trois fois.

C'est à Luxembourg-Ville que les loyers sont les plus élevés, non seulement en comparaison nationale, mais aussi en comparaison internationale : il ressort d'une étude Deloitte que les prix des loyers sont encore plus élevés à Luxembourg-Ville qu'à Paris ou Dublin. Nous avons tous des amis ou des connaissances qui ont grandi dans la capitale, mais qui ne peuvent plus se permettre de payer des loyers élevés et doivent donc déménager dans d'autres communes. C'est le cas même pour la classe moyenne. Le nombre de sans-abris augmente également. De nombreuses personnes, pas seulement les toxicomanes, vivent dans la rue, certaines même dans la forêt. Tout cela témoigne d'une pauvreté croissante.

Je reconnais que la majorité du DP-CSV investit dans l'achat de logements en VEFA. D'autre part, la Ville possède de grands terrains sur lesquels les projets n'avancent pas, par

exemple aux abords de la route d'Arlon et dans le secteur de la Porte de Hollerich. Jusqu'à présent, le conseil communal n'a été saisi ni de reclassements dans le PAG, ni de projets finalisés. Ces projets devraient être prioritaires. De plus, aucune stratégie n'est identifiable quant à la manière dont la Ville envisage d'utiliser pleinement les instruments proposés par le Pacte Logement 2.0. La Ville devrait inclure tous les logements qu'elle acquiert dans son parc de logements locatifs. Les projets, même privés, doivent être accompagnés décentrément. Le temps du laissez-faire doit prendre fin ! La Ville devrait agir de manière proactive auprès des promoteurs privés pour que les projets avancent. Le projet d'urbanisation « Place de l'Etoile » me vient à l'esprit. A l'époque où je couvrais les réunions du conseil communal de la Ville en tant que journaliste, on disait que les pelleteuses allaient bientôt rouler à la Place de l'Etoile. Presque 20 ans se sont écoulés et les choses n'avancent toujours pas.

Je tiens à saluer le projet Housing First à Hollerich que nous avons récemment approuvé, et j'espère qu'il sera rapidement mis en œuvre. Il y a quelques années, nous avons approuvé la création d'une structure d'hébergement à Eich. Pourquoi la mise en œuvre de ce projet prend-elle autant de temps ?

En 2025, le « Drogendësch 2.0 » a eu lieu. Nous connaissons tous l'excellent travail du CNDS dans l'Abrigado, mais une structure centralisée pour les toxicomanes ne suffit pas. Nous avons besoin de structures décentralisées pour soulager le quartier de la Gare et Bonnevoie. D'autres villes européennes ont réussi à réduire les problèmes dans certains quartiers de cette manière. La hausse des prix et les loyers élevés font partie des principales causes de la pauvreté et de la précarité. C'est pourquoi la Ville doit collaborer de manière encore plus proactive avec des acteurs tels que « Stëmm vun der Strooss », la Croix-Rouge, Inter-Actions et HUT. Dans l'esprit de la décentralisation, les structures sociales doivent être prévues dès l'élaboration des PAP. Nous souhaitons d'autres tiers-lieux qui rassemblent les gens et aident à lutter contre l'isolement. Qu'en est-il des rumeurs selon lesquelles la « Stëmm vun der Strooss » quittera le quartier de la Gare ? Une telle structure doit être soutenue et il ne faut pas lui mettre des bâtons dans les roues.

Lorsque nous parlons de justice sociale, l'école joue un rôle central. Tout comme la sécurité et le commerce, l'école fait partie des domaines dans lesquels la Ville renvoie volontiers à la compétence de l'Etat, comme l'a fait Monsieur l'échevin Mosar lors de la présentation du budget. En ce qui concerne Monsieur Paul Galles, échevin en charge de l'enseignement, nous reconnaissions un certain dynamisme, mais nous souhaiterions que les choses avancent plus rapidement. Le réaménagement de la cour de l'école du quartier de la Gare est un sujet de longue date, mais l'initiative n'avance que lentement. En ce qui concerne la justice sociale, il faut également mentionner l'aide aux devoirs. Celle-ci doit être abordée de manière encore plus proactive dans le cadre des PEP, car de nombreux parents doivent travailler toute la journée. Il aurait fallu commencer plus tôt à préparer nos bâtiments scolaires à la mise en œuvre du projet Alpha. Notre groupe salue ce projet, mais on ne trouve rien à ce sujet dans le budget. En ce qui concerne la collaboration entre les écoles et les foyers scolaires ou dans le cadre de l'organisation scolaire, nous aurions souhaité davantage d'input en ce qui concerne le domaine de la justice sociale.

Dans son discours sur l'organisation scolaire, Monsieur l'échevin Galles a déclaré que le pourcentage de crèches publiques sur le territoire de la capitale était de 10 %. Les citoyens sont satisfaits des crèches publiques et souhaitent qu'elles soient plus nombreuses. Nous invitons donc le collège échevinal à répondre favorablement à cette demande.

Le foyer « Pinocchio » a déménagé du quartier de la Gare vers Bonnevoie, où il est installé dans une ancienne structure

modulaire qui a été réutilisée pour faire face à une situation d'urgence. Quels sont les projets à long terme pour ce site, qui abrite également un autre foyer dans une structure modulaire ?

La question de l'airtramp a déjà été abordée à plusieurs reprises par notre collègue Christa Brömmel. Si mes informations sont exactes, la Ville ne dispose que d'un seul airtramp. En fait, chaque école devrait en être équipée. Seuls 3.000 € sont prévus au budget 2026. Il faut absolument faire des efforts supplémentaires dans ce domaine.

Un autre sujet qui, selon le *Politmonitor*, préoccupe beaucoup les gens est la mobilité. Il y a presque deux ans, j'avais souligné qu'un plan de mobilité ne suffit pas, mais que des mesures concrètes doivent également être prises. Le constat s'impose que peu de progrès ont été réalisés au cours des deux années passées. Le plan de mobilité indique que les mouvements de mobilité sur le territoire de la Ville augmenteront de 33 % d'ici 2035, et l'objectif (sur la base du scénario 2) est d'atteindre 51 % de mobilité durable. Qu'est-ce qui a été entrepris ? En 2025, des mesures de modération du trafic ont été prises pour les quartiers de Merl, Hollerich et Limpertsberg. Ensuite, des mesures ont été annulées sans être remplacées par d'autres. Pour le quartier de Limpertsberg, plusieurs des mesures annoncées n'ont pas encore été mises en œuvre. L'installation de coussins berlinois avait été annoncée. En fait, tous n'ont pas encore été installés. Le collège échevinal avait promis de présenter en 2025 des mesures d'apaisement du trafic pour d'autres quartiers également. Jusqu'à présent, aucune autre mesure n'a été annoncée.

Le scénario retenu par le collège échevinal voit le principal potentiel de croissance dans le trafic cycliste. Les améliorations en termes de pistes cyclables sont rares, pour ne pas dire inexistantes. L'exemple le plus frappant est celui des « rues cyclables ». En février 2022, j'avais fait des propositions concrètes d'amélioration, notamment pour l'itinéraire cyclable dans le quartier de Bonnevoie. Mais aucune mesure d'amélioration n'a encore été prise.

Récemment, j'ai lu que la Ville était désormais en tête du fameux « Copenhagenize Index » (concernant les infrastructures cyclables). On peut supposer que le bureau spécialisé Gehl, avec lequel la Ville travaille, n'y est pas pour rien. Les résultats de l'étude menée par le bureau Gehl sont à la disposition du collège échevinal, mais celui-ci n'entend publier qu'une partie des mesures qui y figurent. Nous estimons qu'il s'agit là d'une démarche très discutable. Tous les résultats de l'étude devraient être présentés au conseil communal. Sur l'index mentionné, la Ville n'arrive qu'en 77^e position (sur 100). Nous jugerons le collège échevinal à la manière dont la Ville se positionnera dans le classement dans les années à venir.

Le tramway est devenu l'épine dorsale des transports publics de la capitale, après que le DP, et en partie aussi le CSV, aient bloqué le projet du tram pendant des décennies. Aujourd'hui, la majorité DP-CSV soutient l'extension du tramway – et pourtant, nous devons constater qu'elle freine un développement qualitatif. Cela se voit surtout en ce qui concerne l'idée de créer une ligne de tramway dans l'Avenue de la Porte Neuve. Les capacités du tramway sont déjà pleinement utilisées, en particulier pendant la *Schueberfouer*, lorsque la cadence n'est pas assez élevée aux extrémités du réseau de tramway. La ministre de la Mobilité partage les craintes d'un effet de congestion dans le centre-ville. Dans sa réponse à une question parlementaire, elle a estimé que cela ne fonctionnera plus que pendant 3 à 4 ans. D'où mon appel au collège échevinal de ne pas bloquer plus longtemps l'extension du tramway dans l'avenue de la Porte-Neuve.

Le budget 2026 ne prévoit pas d'argent pour une réforme du stationnement résidentiel. Au lieu de cela, on continue d'analyser – ou, plutôt, on continue de faire l'autruche. Je crois M.

Goldschmidt lorsqu'il dit vouloir faire bouger les choses, mais je suis à la fois triste et en colère lorsque je vois comment il est freiné dans ses propres rangs. Cela est devenu évident en commission de la mobilité urbaine dans le cadre du vote sur les mesures de modération du trafic. Ou encore la semaine passée en commission technique, lorsque le chef du groupe DP a déclaré que le plan de mobilité est « une proposition, pas une bible ». Le collège échevinal soutient-il toujours son plan de mobilité ? Est-il favorable au scénario « 51 % de mobilité durable » à l'horizon 2035 ? Il est absolument essentiel d'atteindre cet objectif pour pouvoir garantir une évolution qualitative et positive de la mobilité.

Nous sommes bientôt en 2026, mais nous disposons seulement du rapport environnemental 2023 et du plan d'action environnemental relatif à l'année 2024. Le collège échevinal ne se lasse pas de mettre en avant l'action « 30.000 arbres à l'horizon 2030 ». Il s'agit d'une action très sympathique pour laquelle je tiens à féliciter Monsieur l'échevin Bauer, mais je ne vois pas ce qui a déjà été réalisé. Combien d'arbres ont déjà été plantés en 2025 et combien d'arbres seront plantés dans les années à venir et sur quels sites ? Il nous manque un véritable concept de végétalisation, un plan d'adaptation au changement climatique. Nous ne voyons pas d'orientation politique dans ce domaine.

La Ville vise une réduction de 55 % des émissions de CO2 d'ici l'année 2030. Pour l'année 2023, nous sommes à moins 15 %. 2030, c'est demain, mais l'objectif visé est encore loin d'être atteint. Les besoins thermiques des bâtiments représentent plus de la moitié de toutes les émissions de CO2 produites sur le territoire de la ville. Malheureusement, un concept de décarbonisation fait toujours défaut. De même, le développement des énergies renouvelables ne progresse que très lentement. En ce qui concerne le photovoltaïque, les chiffres de 2023 - des chiffres plus récents ne sont pas disponibles - montrent qu'il n'y a pas eu de progrès significatifs par rapport à 2013. Il n'est toujours pas possible pour tout le monde d'installer une pompe à chaleur. Au lieu d'adapter le plus rapidement possible le règlement sur les bâtisses, on renvoie au gouvernement qui présentera peut-être un jour un nouveau règlement national sur les bâtisses - qui devra ensuite encore suivre les procédures prescrites par la loi. Il faudra donc encore attendre de nombreuses années et un temps précieux sera perdu.

La capitale continue de produire plus de déchets que la moyenne. Dans la déclaration échevinal, le collège échevinal s'est clairement engagé en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte contre la crise climatique. Mais là aussi, nous constatons qu'il est à la traîne par rapport à ses objectifs. Nous ne pouvons pas attendre indéfiniment. La protection de l'environnement doit devenir une véritable priorité. Les annonces ne suffisent pas, il faut des actions concrètes.

Le commerce fait vivre les quartiers, contribue à l'amélioration de la mobilité des citoyens et à une meilleure qualité de vie. Je salue donc le fait que Madame la conseillère Kaiffer ait placé le commerce au centre de son rapport budgétaire. Cependant, ce rapport présente la situation sous un jour quelque peu optimiste. Les magasins classiques sont évincés par les loyers élevés, et le commerce en ligne représente une concurrence importante. La Ville réagit certes par le biais du marketing et d'événements, mais nous regrettons l'absence de solutions structurelles.

En 2024, le taux de vacance des commerces sur le territoire de la ville était de 11,73 %. Dans le quartier de la Gare, il était en moyenne de 13,5 % et de 23 % dans l'avenue de la Gare. Il s'agit de taux élevés, même en comparaison européenne. Ces chiffres sont cités dans le rapport budgétaire, mais il nous manque une analyse concrète des causes ainsi qu'une planification concrète des mesures. Je ne peux pas partager la déclaration de Monsieur l'échevin Mosar, qui a fait référence à

la compétence nationale en disant que la Ville ne pouvait pas faire grand-chose dans ce domaine. La Ville peut très bien agir de manière plus proactive. La ville d'Esch-sur-Alzette, avec son collège échevinal CSV/DP/déi gréng, montre ce qu'une commune peut faire lorsqu'il y a une volonté politique. Le 24 octobre 2024, la ville d'Esch avait approuvé un « *Règlement portant introduction d'une taxe sur les locaux commerciaux et d'exploitations inoccupés* ». Les locaux commerciaux concernés par la vacance ont été identifiés et leurs propriétaires ont été contactés. Début décembre 2025, un nouveau courrier leur a été adressé, indiquant que le délai mentionné dans la première lettre d'information expirait le 15 janvier 2026 et que la taxe sur les logements vacants pourrait être perçue à partir du 15 janvier 2026. Une incitation claire à ne pas laisser les surfaces commerciales inoccupées a ainsi été créée. La Ville de Luxembourg serait bien inspirée d'identifier les commerces vacants et d'introduire une taxe sur les locaux vacants, à l'instar de la Ville d'Esch.

L'avenue de la Gare a besoin de toute urgence d'un renouveau et d'un réaménagement. De nombreux magasins y sont actuellement vides. L'avenue de la Gare est une artère très fréquentée par les bus. Le réseau de bus pourrait être organisé plus efficacement et fonctionnerait bien si chaque ligne de bus ne passait pas par l'avenue de la Gare. D'autres villes en Europe montrent comment la mobilité peut être maintenue dans une rue commerçante et comment l'attractivité de cette rue peut malgré tout être améliorée. D'où mon appel au collège échevinal pour qu'il élabore un projet pour l'avenue de la Gare et le soumette au conseil communal dans le courant de l'année 2026. Il faut également un concept pour la Rocade de Bonnevoie, qui sépare les quartiers Gare et Bonnevoie. Des travaux de réaménagement et des mesures visant à réduire le trafic tant dans l'avenue de la Gare que dans le secteur de la Rocade de Bonnevoie seraient dans l'intérêt desdits quartiers. Le collège échevinal est-il déjà en dialogue avec les CFL ou avec le ministère compétent en ce qui concerne les projets des CFL visant à rendre l'accès au quartier de Bonnevoie plus attrayant ? Un plan présenté aux citoyens de Bonnevoie dans le cadre des Apéri'tours comprenait les premières indications sur les améliorations possibles. Or, les changements proposés sont minimes. Nous pensons qu'une approche globale est nécessaire pour apporter de véritables améliorations.

Je ne suis pas d'accord avec l'analyse de Monsieur le conseiller Philippart concernant les Apéri'tours, qu'il trouve géniaux. Je trouve l'idée d'organiser des Apéri'tours très sympathique. Mais parler ici de participation citoyenne est une farce. Il s'agit plutôt d'une information destinée aux citoyens et, tout au plus, d'un dialogue avec les citoyens. À Bonnevoie, Madame le bourgmestre s'est démasquée avec la déclaration suivante : « Le collège échevinal est le résultat d'une véritable participation citoyenne ». Cette déclaration montre que la majorité DP/CSV n'a pas compris ce que devrait être la participation citoyenne. Les Apéri'tours constituent avant tout un grand spectacle servant d'alibi et qui a entraîné des coûts de près d'un million d'euros. Une dépense considérable pour des résultats modestes ! Le collège échevinal s'est certes promené avec les citoyens dans leur quartier et des *Ideation Labs* ont été organisés, où les participants ont pu discuter et élaborer des projets. Lors d'une réunion ultérieure, les citoyens n'ont toutefois pu présenter que brièvement leurs projets, qui ont ensuite été rangés dans un tiroir.

Dans le cadre des Apéri'tours, les résultats des sondages d'opinion ont été présentés. Dans des quartiers de plus de 10.000 habitants, seules quelques centaines de personnes ont exprimé leur opinion. Un sondage représentatif, c'est autre chose. Aucune discussion approfondie n'a eu lieu à l'issue de la présentation ; il n'y a pas eu de retour d'information avec les responsables politiques ou les services communaux, et aucun nouveau rendez-vous n'a été fixé. Actuellement, les habitants du quartier de Hamm font clairement comprendre aux responsables de la Ville ce qu'ils pensent de la soi-disant

participation citoyenne. Un vaste projet d'infrastructure sportive sera mis en œuvre à Hamm. Le collège échevinal fait valoir que le projet a été présenté dans le cadre de l'Apéri'tour de Hamm. Les habitants de Hamm disent clairement qu'ils n'ont pas été impliqués dans l'élaboration du projet et que le peu d'informations dont ils disposent proviennent essentiellement de la presse. Les habitants du quartier de Pulvermühle font également partie de leur mécontentement. Et il y a bien d'autres exemples. En fait, les Apéri'tours ne sont rien d'autre que les anciennes réunions « *Schäfferot on Tour* ». Seule la dénomination a changé. On ne devrait pas parler de participation citoyenne lorsqu'il s'agit avant tout de se présenter sur des photos dans le City Mag. Les exemples que je viens de citer montrent que de nombreux citoyens sont du même avis.

La transparence et l'ouverture d'une commune sont des aspects qui me tiennent à cœur. En juillet 2024, notre groupe a déposé, avec les autres groupes d'opposition, une motion demandant plus de transparence. Le collège échevinal a eu du mal à le faire, mais entre-temps, les séances du conseil communal sont traduites en direct en français et diffusées en streaming. Nous nous réjouissons que le collège échevinal ait accepté cette proposition que nous avions toujours avancée, mais nous regrettons que seul un minimum de documents en rapport avec le conseil communal soient publiés. Le dossier ZUG est un bon exemple de manque de transparence. Le collège échevinal est resté obstiné et a poursuivi la procédure judiciaire jusqu'à la dernière instance. Finalement, la Ville a dû accepter sa défaite. Les résultats d'une autre étude du bureau d'études Gehl (concernant le quartier du Kirchberg) ont été publiés dans leur intégralité. Et il devrait toujours en être ainsi ! Je regrette que le collège échevinal ne veuille pas rendre accessible au conseil communal l'ensemble des résultats de la nouvelle étude du bureau Gehl, mais qu'il choisisse quelques mesures et ne présente que celles qu'il compte mettre en œuvre.

En ce qui concerne les infrastructures sportives prévues à Hamm et le centre de ressources, le collège échevinal applique une sorte de saucissonnage. Alors qu'il explique pouvoir avancer plus rapidement dans les projets de cette manière, nous estimons qu'il s'agit d'une approche peu transparente. Le collège échevinal nous demande de lui faire confiance sans que nous connaissons le détail des projets. Au lieu de recourir à un saucissonnage, le collège échevinal aurait dû faire avancer le projet plus rapidement afin de pouvoir présenter au conseil communal un projet détaillé et transparent. Il en va de même pour le projet de Hamm. L'ampleur du projet à Hamm m'a tout de même surpris. Il n'était pas toujours évident que les infrastructures sportives prévues seraient d'une telle ampleur. Même si notre groupe soutient le projet, cela ne change rien à notre exigence de transparence.

Le groupe déi gréng n'a aucun problème avec les dépenses de la Ville à l'occasion des festivités de l'avènement au trône. Nous avons toutefois un problème avec le fait que les quelque 5 millions d'euros aient été inscrits dans les postes existants des dépenses ordinaires du budget rectifié, car ce dernier n'est qu'un instrument de contrôle permettant d'actualiser les prévisions. Les nouveaux crédits doivent être créés par de nouveaux postes budgétaires, et leur approbation relève de la compétence du conseil communal. Le 24 décembre 2024, le Grand-Duc Henri avait annoncé dans son discours de Noël qu'il souhaitait quitter ses fonctions de chef d'État en 2025 et que son abdication et l'avènement au trône de son fils Guillaume auraient lieu le 3 octobre 2025. Lorsque nous avons voté le budget 2025 en décembre 2024, ni le collège échevinal ni le conseil communal ne pouvaient donc avoir connaissance des festivités à venir. Or, imputer les dépenses y afférentes sur le budget rectifié n'était pas la bonne approche. La ville de Dudelange a agi correctement en prévoyant les dépenses liées aux festivités de l'avènement au trône (logistique, accueil, sécurité et animations) dans un poste budgétaire séparé.

La Ville se trouve à un tournant majeur. Les déficits deviennent lentement mais sûrement la norme, les réserves financières vont fondre, avec le risque de les voir s'épuiser à la fin du mandat actuel. Ni la politique du collège échevinal ni le présent budget ne reflètent une orientation stratégique claire. Il manque une politique de mobilité cohérente. Nous ne disposons toujours pas d'un plan climatique et de résilience digne de ce nom. Nous regrettons l'absence d'une politique du logement apportant des réponses aux différents problèmes. Nous ne voyons pas non plus de progrès en matière de transparence et de participation citoyenne. Tout cela à un moment où la Ville aurait besoin d'un budget qui prépare notre ville à l'avenir. Il faut une mobilité durable avec des priorités allant résolument dans ce sens, avec une forte orientation sociale et écologique, une participation citoyenne sérieuse plutôt que des formats de relations publiques. Il faut une administration efficace, à la hauteur des défis qui se posent, et non pas toujours plus de coûts sans résultats. La majorité DP-CSV ignore ces réalités et c'est ainsi que la Ville perd du temps et de l'argent. Le groupe *déi gréng* continuera à mener une politique d'opposition constructive et à proposer des améliorations concrètes. Compte tenu des critiques formulées, nous ne pourrons pas soutenir le projet de budget 2026.

Monsieur Gabriel BOISANTE (LSAP) : Je tiens tout d'abord à exprimer nos sincères remerciements à Madame la conseillère Kaiffer pour son rapport budgétaire. Nos remerciements vont également à tous les services qui ont collaboré à l'élaboration du budget 2026 ainsi qu'à Monsieur le conseiller Radoux, président de la commission des finances.

Le présent budget est l'expression de la politique du collège échevinal et de la majorité DP-CSV. Le thème du commerce est au cœur du rapport budgétaire. Depuis des années, nous constatons que le commerce se trouve en pleine mutation et qu'il est confronté à de grands défis. Il est de plus en plus difficile de réussir financièrement dans le commerce. Pour certains commerçants, il devient de plus en plus difficile de ne pas perdre espoir et de continuer à travailler. Parmi les raisons, on peut citer l'évolution de la situation économique et sociale au cours des dernières années – qui a entraîné une forte baisse de la clientèle –, un changement profond des comportements d'achat, une augmentation des coûts salariaux, une hausse des prix des produits et une augmentation des coûts de l'énergie, qui ont entraîné des pertes de bénéfices considérables. L'attractivité et l'accessibilité d'une ville jouent également un rôle.

Soutenir le commerce est indispensable, également en ce qui concerne l'image que donnent notre ville et notre pays. Nous avons la responsabilité d'être un lieu attractif dans la Grande Région. Le commerce contribue dans une large mesure à l'attractivité d'une ville et constitue une grande partie de l'ADN de notre ville. Les commerçants travaillent dur pour animer nos quartiers. Il ne faut pas non plus oublier que le commerce est l'un des grands employeurs sur le territoire de la capitale. Ces propos ont également été tenus par Madame la conseillère Kaiffer, ce dont je ne peux que me réjouir, puisque j'ai moi aussi déclaré lors de mon discours sur le budget 2021 qu'en soutenant le commerce, nous soutenons également nos quartiers. Malgré le grand respect et la sympathie que je porte à Madame Kaiffer en tant que femme d'affaires expérimentée, j'ai regretté l'absence de perspectives concrètes et ambitieuses pour soutenir le commerce. Les propos de Madame Kaiffer ressemblaient plutôt à une autocongratulation de la majorité, qui suggère que l'on souhaite continuer comme avant. Connaissant les qualités de combattante de Madame Kaiffer, je suppose qu'en l'absence de mesures prises par la majorité, elle manquait probablement de matière qu'elle pouvait utiliser dans son rapport budgétaire. Pour soutenir le commerce, il faut de la diversité. Il existe un cadastre du commerce, mais la question est de savoir comment il est utilisé. De quels moyens la Ville se dote-t-elle pour soutenir le commerce local dans les différents quartiers et pour créer

des incitations afin que des commerces s'y installent ? Le Syndicat d'intérêts locaux Hamm-Pulvermühl n'a pas seulement parlé du projet de stade d'athlétisme, mais aussi de la nécessité de dynamiser le commerce local. Il n'y a plus de commerces locaux à Hamm. Comment le collège échevinal entend-il créer des surfaces commerciales ou leur redonner vie ? Il est facile de n'utiliser les données statistiques que dans une certaine perspective, afin de présenter sa propre politique sous un jour plus favorable. Le nombre de locaux commerciaux vacants montre que la situation ne s'est pas améliorée. Le nombre de commerces de détail diminue. Les grandes chaînes s'installent en ville. Le nombre de petits restaurants proposant une cuisine traditionnelle diminue d'année en année. Le taux d'occupation des surfaces commerciales est porté par le secteur HORECA, mais nous avons de plus en plus affaire à des établissements de snacking et de take-away. Voulons-nous une ville qui se transforme en un grand *food court* ? Je ne pense pas. C'est pourquoi le collège échevinal devrait être honnête en ce qui concerne les données statistiques.

La création d'une Cellule du développement économique et commercial (DEC) est à saluer. D'autres communes ont déjà réussi, grâce à la création de tels services, à accroître l'attractivité de leur ville et à soutenir et diversifier le commerce local. Qu'en est-il de la coopération entre la DEC et l'UCVL ? Des représentants de la DEC étaient présents au Marché international professionnel de l'immobilier de commerce (MAPIC) pour attirer de grandes enseignes au Luxembourg. Les grandes marques sont présentes dans toutes les grandes villes. Voulons-nous que seules les grandes enseignes s'installent dans notre Grand-Rue ou dans d'autres rues ? Voulons-nous perdre notre ADN ? Que prévoit le budget 2026 pour renforcer la voix des commerçants ?

Le nombre de commerçants présents à l'assemblée générale de l'UCVL diminue d'année en année. L'UCVL fait un excellent travail avec beaucoup d'engagement, mais les commerçants s'interrogent sur son impact. L'UCVL devrait être impliquée dans les décisions qui ont un impact sur le commerce (chantiers, manifestations, modifications de la circulation, etc.). Les initiatives pour animer nos quartiers (éclairage, musique, etc.) sont louables, mais il faudrait aussi être à l'écoute des commerçants.

J'aime la *Schueberfouer*, le marché de Noël et le *Mäertchen*, des rendez-vous annuels qui font partie de nos traditions. Cependant, de nombreux commerçants m'ont interpellé au sujet de ces événements en faisant remarquer que pendant 14 semaines par an, des quantités gigantesques de nourriture et de boissons sont proposées, ce qui attire certainement beaucoup de monde en ville, mais n'augmente pas le chiffre d'affaires de nombreux commerçants et fait même baisser le chiffre d'affaires du secteur HORECA. Nous devrions nous pencher honnêtement sur la question de savoir à partir de quel moment l'attractivité devient contre-productive. Le Service Événements, Fêtes et Marchés a fait du bon travail. Dans la presse internationale, nos marchés de Noël reçoivent de nombreux éloges pour leur qualité. Je ne suis pas du tout contre les marchés de Noël, bien au contraire, mais nous devrions nous demander si 14 semaines ne sont pas trop longues – surtout à un moment où le commerce n'est pas au mieux de sa forme.

En discutant avec les commerçants, j'entends souvent qu'il faut plus de personnel qualifié. Que faire pour attirer du personnel qualifié au Luxembourg ? Il faut plus de logements dans la capitale. Le commerce a besoin de clients. Les gens doivent aussi pouvoir se loger ici. Où sont les grands projets de construction de logements pour attirer des clients potentiels ? Où sont les grands projets avec des prix sociaux ou attractifs pour les jeunes, les étudiants et les jeunes familles ? Au budget 2026, seulement 650.000 € sont inscrits pour le projet « Porte de Hollerich », ce qui signifie

qu'une fois de plus, il ne se passera pas grand-chose. Le budget 2026 ne prévoit pas de solution rapide au problème. Une politique sociale et ambitieuse en matière de logement serait importante, d'autant plus que le Luxembourg a de loin le taux de *working poor* le plus élevé et que 20 % des travailleurs vivent à la limite du seuil de pauvreté. Les coûts élevés du logement deviennent un risque de pauvreté pour un nombre croissant de personnes. Quand allons-nous enfin comprendre que nous avons besoin de logements, de logements et encore de logements ? Quiconque se promène dans le centre-ville à 18 heures constate que la ville est vide. Luxembourg fait partie des villes qui comptent le moins d'habitants dans le centre-ville. A cela s'ajoute le fait que des logements sont vides ou utilisés en tant que bureaux. Que comptent faire les responsables de la Ville pour remédier à cette situation ? Il s'agit d'actionner les différents leviers pour que, d'une part, davantage de gens habitent à nouveau au centre-ville et que, d'autre part, ceux qui y vivent ne partent pas.

La mobilité joue un rôle important dans ce contexte. Or nous ne pouvons pas nous empêcher de penser que le plan de mobilité de la Ville ne mérite pas vraiment son nom. Dans le budget 2026, on ne voit pas de grandes réalisations, par exemple en ce qui concerne la création d'itinéraires cyclables reliant les quartiers entre eux. Selon mes informations, on a dit aux habitants de Hamm qu'ils n'avaient pas besoin d'une piste cyclable pour se rendre de Hamm au centre-ville. Une telle affirmation est incompréhensible alors que le collège échevinal ne cesse d'affirmer vouloir développer la mobilité douce. Qu'en est-il d'un développement de l'offre de covoiturage et des stations de vélos ? Le contrat avec l'exploitant du système de location de vélos arrivera bientôt à échéance. Ne devrions-nous pas revoir les conditions d'utilisation et définir des conditions spécifiques pour les jeunes, les adultes et les services de livraison ? Où sont les grands projets d'apaisement du trafic dans les quartiers ? Afin de renforcer le commerce local et l'attractivité des quartiers, la Ville devrait supprimer la durée maximale de stationnement de cinq heures dans les quartiers et introduire des durées de stationnement plus courtes ou des emplacements de stationnement gratuits de courte durée pour les clients à proximité des commerces locaux.

Depuis des années, nous soulignons la nécessité de créer davantage de crèches municipales. Or, le budget 2026 ne montre pas d'efforts importants en ce sens. La Ville laisse le champ libre aux crèches privées.

En ce qui concerne la sécurité dans l'espace public, la Ville se cache volontiers derrière le gouvernement, bien qu'elle dispose de plusieurs leviers qu'elle peut actionner. Résoudre les problèmes de sécurité ne relève pas uniquement de la compétence de l'Etat. Il faut des investissements ciblés dans la politique sociale, des structures décentralisées pour résoudre le problème de la consommation de drogue dans l'espace public et davantage de structures d'accueil pour que plus personne ne doive vivre dans la rue. Il manque des structures pour accueillir les personnes qui subissent un coup dur, qui perdent leur travail et/ou leur logement. Quand la Ville entend-elle créer davantage de structures de ce genre ?

Les mesures sociales, la redynamisation des rues et des quartiers ainsi que des commerces sains, dont les exploitants connaissent bien le quartier, contribuent à résoudre les problèmes de sécurité. Les cafés sont des endroits où les gens peuvent se rencontrer. Les bars à sandwiches et les kebabs – même si j'aime les kebabs – ne sont pas des lieux où les gens se rencontrent. Les cafés doivent payer des loyers chers et ne peuvent pas se permettre de pratiquer des tarifs sociaux. Si la Ville veut promouvoir la qualité de vie et la sécurité dans nos quartiers, nous devons agir. Malheureusement, le budget 2026 ne laisse pas entrevoir des approches concrètes dans ce sens.

Monsieur l'échevin Mosar a souligné que le budget social de la Ville passe de 178 à 183 millions d'euros et que cela constitue un nouveau record. Il s'agit d'une augmentation de moins de 1,8 %, ce qui ne correspond même pas à une tranche d'inflation. Le prétendu record est très éloigné des ambitions que la Ville devrait avoir pour s'imposer comme un modèle en matière de politique sociale.

Notre groupe ne peut pas soutenir le budget 2026. Nous serions heureux que le collège échevinal n'écarte pas d'emblée nos propositions, mais qu'il en reprenne certaines au cours de l'année à venir.

Monsieur Claude RADOUX (DP) : Avant tout, je tiens à remercier Madame la conseillère Kaiffer de son rapport budgétaire. J'adresse également des remerciements particuliers à Monsieur l'échevin des finances Laurent Mosar ainsi qu'à Madame Castagna et Monsieur Reding de la Direction des finances qui travaillent beaucoup tout au long de l'année pour que nos finances soient bien gérées et que nous ayons une vue d'ensemble de nos projets, de leur développement et de leur mise en œuvre. Le budget 2026 est basé sur les programmes électoraux des partis de la majorité – des programmes électoraux pour lesquels les électeurs nous ont accordé leur confiance, qui ont trouvé leur expression dans la déclaration échevinale et qui sont maintenant en train d'être mis en œuvre.

La création de logements fait partie des priorités de la Ville, ce qui se reflète dans ses investissements : si l'on se réfère aux comptes 2024, au budget rectifié 2025 et au projet de budget 2026, les investissements réalisés par la Ville dans la construction de logements, l'acquisition de bâtiments et de terrains s'élèvent à 844 millions d'euros, ce qui éclipse tout ce qui a été fait jusqu'à présent. En début de mandat, nous nous étions fixé un objectif d'investissement dans l'immobilier de 500 millions d'euros. Pour pouvoir construire des logements, il faut disposer des terrains nécessaires. En 2024, 2025 et 2026, la Ville construira ou achèvera 250 unités de logement. Au début du mandat, la Ville possédait environ 700 logements. En l'espace de trois ans, 250 unités de logement viendront s'y ajouter. D'ici 2030, la Ville devrait être propriétaire de 858 logements. L'opposition peut dire qu'elle préférerait 8.000 logements, mais les projets ne peuvent pas tous être réalisés en même temps. 858 logements, c'est plus du double du nombre de logements dont la ville était propriétaire au début du mandat. A cela s'ajoutent des projets qui sont encore en cours d'élaboration et qui ne sont pas encore inscrits au budget, par exemple les projets « Villeroy&Boch » et « Stade ». Un nombre considérable de logements sera construit.

Afin d'avoir une vue d'ensemble des bâtiments et des terrains acquis à la fin de l'année, il serait judicieux d'établir une liste sous forme de tableau et de l'actualiser chaque année. Comme le plan comptable de l'Etat ne le permet pas, nous devrions définir notre propre procédure. En effet, l'achat de bâtiments et de terrains prend des dimensions qui dépassent largement les achats effectués par d'autres communes. Une telle liste permettrait d'éviter des discussions qui dérapent parfois de manière pathétique, parce que des faits sont ignorés ou oubliés. Elle pourrait également aider ceux qui accusent volontiers la Ville de gaspiller son argent ou d'en-registrer des déficits. On a également pu lire dans la presse : « La Ville de Luxembourg est en déficit ». Différents membres du conseil communal et des citoyens ne semblent pas savoir comment le budget de la Ville est présenté, que notre comptabilité ne mentionne que les recettes et les dépenses, mais pas ce qui ressort réellement au bout du compte. Il faut tenir compte des réserves déposées à la banque et des investissements dans l'immobilier. Un particulier qui peut acheter un appartement chaque année, même si 50 % de la somme doit être financée par un emprunt, ne peut pas être accusé de gaspiller son argent ou d'être en déficit. On dirait plutôt qu'il gère bien ses finances et qu'il parvient même à mettre de

l'argent de côté. Le budget 2026 prévoit 295 millions d'euros pour l'acquisition de terrains et de bâtiments ainsi que pour la création de logements. La Ville devrait se donner les moyens de présenter sa situation financière de manière plus compréhensible. Cela permettrait également d'avoir des discussions plus objectives au sein du conseil communal.

Si quelqu'un me demandait où l'on pourrait effectivement critiquer la politique de la Ville, s'il y a un problème que nous n'avons peut-être pas bien maîtrisé au fil des années, la première chose qui me viendrait à l'esprit serait la sécurité en général ou la sécurité et la qualité de vie dans le quartier de la Gare. Dans son introduction, Madame le bourgmestre a déjà évoqué les nombreuses mesures prises par la Ville, y compris en matière de politique sociale. La Ville finance 172 postes supplémentaires dans le domaine de l'action sociale. La croissance comporte aussi de nouveaux défis. Si l'on écoute les citoyens, ils disent que la situation dans le quartier de la Gare s'est aggravée. Là aussi, il faut se demander si la situation pourrait s'améliorer si nous finançons 172 postes supplémentaires ou si nous sommes arrivés à un point où les problèmes ne peuvent plus être résolus uniquement par des mesures sociales. Quelles mesures la Ville a-t-elle l'intention de prendre ? Quelles mesures attendons-nous du gouvernement ? Quelles sont les mesures prévues pour 2026 et pour les années suivantes dans l'intérêt de la sécurité dans le quartier de la Gare et dans d'autres quartiers de la ville, sachant que la criminalité augmente partout ? La capitale ne peut pas absorber à elle seule toute la misère du pays, de la Grande Région et d'ailleurs. Pour être clair : la Ville de Luxembourg ne peut pas créer des structures – même décentralisées – pour sauver toute l'Europe. La Ville fait déjà beaucoup. L'important est de voir comment nous pouvons aider de manière encore plus ciblée les personnes qui ont réellement besoin d'aide.

Une petite remarque sur les marchés de Noël : ceux-ci disposent d'un magnifique éclairage et attirent beaucoup de monde. Mais la musique de fond sur la place Guillaume II pourrait être améliorée sur le plan qualitatif.

Ensuite, quelques mots sur un sujet que j'avais abordé en commission des finances : je souhaiterais que nous puissions rendre plus contemporain le pavillon du cimetière de Merl, que nous utilisons aussi pour les cérémonies funéraires civiles, et mieux l'isoler des intempéries. Il devrait également y avoir davantage de places assises. Le nombre de cérémonies funéraires civiles est en augmentation. Nous devrions trouver une ligne pour améliorer l'aménagement général des pavillons du cimetière.

Pour conclure, je ne peux que féliciter le collège échevinal pour le projet de budget 2026. Notre groupe soutiendra bien entendu le budget 2026.

Monsieur Bob BIVER (CSV) : Je commencerai moi aussi mon intervention par des mots de remerciement à la Direction des finances, à la rapportrice du budget, à Monsieur l'échevin des finances et à Monsieur le président de la commission des finances. Je soutiens pleinement le projet de budget 2026. Il s'agit d'un budget à la fois responsable et ambitieux, qui garantit une gestion saine des finances, avec des investissements ciblés dans l'intérêt des citoyennes et des citoyens.

Le budget rectifié 2025 présente un déficit de 174,5 millions d'euros et des recettes ordinaires de 1,3 milliard d'euros. Le budget 2026 prévoit un déficit de 232,6 millions d'euros et des dépenses ordinaires supérieures de 1,6 % à celles du budget 2025. L'augmentation des dépenses ordinaires s'explique entre autres par la croissance de la population et l'augmentation des effectifs. La Ville emploie actuellement 4.603 personnes, soit environ 200 de plus que l'année dernière. Comme annoncé dans la déclaration échevinale, une grande partie des dépenses est consacrée aux infrastructures et à la création de logements. Monsieur le conseiller Radoux

a déjà évoqué les dépenses d'investissement prévues au budget 2026. Le bâtiment administratif « Rocade » sera agrandi. D'autres grands projets sont le complexe scolaire et sportif de Dommeldange, la rénovation et l'extension de la Cinémathèque ainsi que la construction du nouveau centre de ressources et du bâtiment administratif pour le Service Hygiène. En ce qui concerne la construction de logements, 30 projets individuels (investissement : 40 millions d'euros) sont à mentionner. La rue de Merl accueillera 25 logements, le boulevard Konrad Adenauer et le boulevard Prince Charles verront la construction d'immeubles collectifs de 21 et 15 logements respectivement. Environ 137 millions d'euros sont prévus pour l'acquisition de terrains à bâtir. Un projet qui me tient particulièrement à cœur est la construction d'un complexe sportif à Hamm. Dans le cadre des Apéri'tours, ce projet a été présenté de manière très transparente aux habitants de Hamm et également à la presse. La Ville investit ainsi dans la qualité de vie, la santé et la cohésion sociale. Le sport a une grande importance dans la promotion du bien-être et d'un bon vivre-ensemble. Les infrastructures modernes, accessibles et durables pour nos jeunes, nos associations et nos concitoyens montrent que la Ville agit dans l'intérêt de ses citoyens et qu'elle a l'avenir bien en tête. Le complexe sportif répond aux besoins d'une ville moderne et sportive. Nous espérons tous que le stade d'athlétisme sera prêt pour l'ouverture des Jeux des Petits États d'Europe à Luxembourg.

Madame la conseillère Costantini, qui était rapportrice du budget en 2024, s'était penchée sur le thème de la *smart city*, un domaine qui prend de plus en plus d'importance. Il est important d'être bien positionné en matière de sécurité informatique et de cybersécurité. Serait-il possible d'obtenir de plus amples informations à ce sujet ? Notre administration devient de plus en plus numérique. Cette évolution est positive, mais elle comporte aussi des risques. Les entreprises et les gouvernements ne sont pas les seuls à être victimes de cyberattaques, les communes le sont également. Une cyberattaque peut paralyser des services essentiels. Des données sensibles peuvent être compromises. Des mesures concrètes sont-elles prévues pour protéger nos services contre les cyberattaques ciblées ?

Le budget 2026 constitue une base supplémentaire pour le développement d'une ville moderne et je suis heureux de constater que nous disposons d'une approche proactive pour les années à venir en ce qui concerne des services supplémentaires aux citoyens, les logements et la cybersécurité.

Monsieur David WAGNER (déi Lénk) : Madame la rapportrice du budget Anne Kaiffer a placé le commerce au centre de son rapport. Le commerce est un aspect important pour la ville de Luxembourg. Le rapport souligne également l'importance de l'indexation qui contribue à maintenir le pouvoir d'achat. Monsieur l'échevin des finances Laurent Mosar a souligné à juste titre l'importance du secteur public, qui est actuellement plus dynamique que le secteur privé et continue de recruter du personnel.

On parle beaucoup de commerce, mais aussi de dynamisation de la Ville-Haute. Cette vision me semble un peu restrictive. Il est question de projets qui ont déjà été lancés sous les collèges échevinaux précédents. Ainsi, les pop-up stores sont présentés comme une histoire à succès. Si, sur 79 pop-up stores, seulement trois commerçants ont réussi à s'implanter durablement, on ne peut pas parler d'un grand coup.

Où peut-on encore faire ses courses à pied ou à vélo sans devoir parcourir de grandes distances ? Les magasins de proximité, où l'on peut trouver des produits pour les besoins quotidiens et au-delà, ne sont plus guère présents dans nos quartiers (voir Eich, Muehlenbach, Dommeldange, Weimerskirch, Beggen et d'autres quartiers). Il faut utiliser la voiture ou le bus pour atteindre le supermarché le plus proche, le bus ayant l'inconvénient qu'il faut porter tous les achats. La Ville

doit pouvoir planifier le développement des quartiers. Il ne suffit pas d'organiser des Apéri'tours, car il s'agit surtout de campagnes de relations publiques. Il est positif que les idées et les propositions des habitants aient été consignées dans un rapport, mais on ne peut pas parler d'une véritable participation citoyenne. Cela est probablement dû au fait que le DP siège depuis des décennies au collège échevinal et a adopté une approche plutôt autoritaire. Les décisions sont prises d'en haut et le partenaire de coalition respectif, actuellement le CSV, est d'accord avec tout. A Luxembourg-Ville, nous avons affaire à un DP tout-puissant qui pense que la participation citoyenne – comme c'était peut-être effectivement le cas il y a des décennies – consiste à discuter avec les citoyens de ce qu'ils souhaitent et à choisir ensuite parmi les propositions des citoyens celles que l'on juge bonnes. La démarche du collège échevinal n'a rien à voir avec la participation citoyenne. La majorité voit dans les élections communales, qui ont lieu tous les six ans, une « participation citoyenne représentative ». C'est là que la majorité se trompe : il s'agit de démocratie représentative. Je ne sais pas ce qu'est la « participation citoyenne représentative ». En tout cas, cela en dit long sur l'approche de la majorité. Il s'agit du vivre-ensemble et du développement des quartiers. Il existe des modèles créatifs permettant d'impliquer les gens dans la planification et le développement démocratiques d'un quartier par le biais de comités de citoyens.

Lors de la prochaine réunion du conseil communal, nous aurons l'occasion de discuter du stade d'athlétisme prévu à Hamm. Le collège échevinal constate maintenant que le stade devra être achevé rapidement, car les Jeux des Petits Pays auront lieu à Luxembourg-Ville en 2029. L'approche et la méthodologie du collège échevinal sont discutables. De nombreux habitants du quartier de Hamm sont en colère. Ils prennent contact avec les partis d'opposition pour faire part de leur mécontentement. Ne connaissant pas particulièrement bien le quartier de Hamm, je me suis rendu sur place. Il ne s'agit pas seulement du projet en lui-même, mais aussi du trafic que le complexe sportif va générer et des dangers qui y sont liés. Les habitants m'ont dit : « En réalité, le quartier de Hamm n'intéresse pas le collège échevinal, car nous ne sommes probablement pas intéressants pour des considérations électorales ». En matière de participation citoyenne, nous devons attribuer une note insuffisante au collège échevinal.

Le problème ne réside pas dans le fait que de nombreuses vitrines restent sombres le soir, mais plutôt dans le fait que les locaux commerciaux concernés soient vacants. Monsieur le conseiller Benoy a souligné à juste titre le manque de politique proactive de la Ville. Monsieur l'échevin Mosar pourrait peut-être prendre contact avec le bourgmestre de la ville d'Esch-sur-Alzette pour s'informer sur la taxe sur les locaux commerciaux inoccupés.

Le plus grand problème de la Ville est sans aucun doute la pénurie de logements. De plus en plus souvent, des personnes se retrouvent à la rue à la suite d'un coup dur, même si elles ont un emploi ou perçoivent une pension – un phénomène que l'on retrouve dans tout le pays. Il y a des cas où des propriétaires privés expulsent froidement des personnes de leurs logements, sans se soucier du fait qu'elles risquent de se retrouver dans la rue. Nous sommes régulièrement confrontés à de tels cas. Il s'agit d'un état d'urgence, il n'est plus possible de bricoler. Nous ne vivons plus dans les années 80 ou 90. Les loyers ont explosé et de nombreuses personnes, même celles qui gagnent normalement leur vie, ne peuvent plus les payer. La Ville n'est certainement pas responsable lorsque des personnes sont expulsées de leur logement, mais une commune devrait disposer d'un nombre suffisant de logements d'urgence. Le budget 2026 ne contient pas grand-chose à ce sujet.

Le collège échevinal s'inquiète des expatriés fortunés que nous voulons attirer à Luxembourg-Ville. Je n'ai rien contre ces personnes. On fait toujours comme si le domaine des infrastructures sportives était l'alpha et l'oméga politique. Si j'ai bien écouté Monsieur l'échevin des finances, les riches expatriés ont souvent des goûts extravagants en matière de sports, d'où la nécessité d'investir dans ce domaine. Je ne pense pas que cela doive faire partie des priorités de la Ville. Les citoyens financièrement aisés peuvent de toute façon se permettre de financer leurs goûts extravagants à titre privé.

Tout ce que fait le collège échevinal n'est pas forcément mauvais. Plusieurs membres du collège échevinal prennent leur mission très au sérieux. Madame l'échevin Cahen essaie d'agir dans le domaine social. Je pense par exemple au projet Housing First, dont nous avons récemment discuté au conseil communal. Mais on sait aussi que toutes les personnes qui se trouvent dans une situation d'urgence ne font pas une demande d'aide. Beaucoup ne savent même pas qu'elles en ont le droit. Quelle stratégie la Ville se donne-t-elle pour recenser ces personnes et leur proposer un hébergement d'urgence ?

En commission des finances, Monsieur l'échevin Mosar a soulevé à juste titre la question des missions d'une commune ou des pouvoirs publics en général. A cet égard, notre opinion ne coïncide pas nécessairement avec celle du collège échevinal. La déclaration de l'ancienne Première ministre britannique Margaret Thatcher, « *There is no such thing as society* », reflétait une politique menée exclusivement dans l'intérêt des couches supérieures de la population. Les riches n'ont besoin d'aucun service public : avec leur argent, ils peuvent se permettre tout ce qu'ils souhaitent. Mais la grande majorité de la population a bel et bien besoin des pouvoirs publics. La politique sociale est une question de développement correct et cohérent des services publics. Plus les services publics sont développés, moins il sera nécessaire de recourir ultérieurement à des mesures caritatives. Quels sont les domaines de compétence d'une commune ? Personne ne remettrait en question la nécessité de disposer d'écoles fondamentales publiques. Les rapports des Apéri'tours indiquent que les citoyens souhaitent une crèche publique dans leur quartier. La Ville devrait répondre à cette demande, même si la fréquentation d'une crèche n'est pas obligatoire. Le fait est qu'actuellement, les crèches privées sont financées par des fonds publics via les chèques-services. Le système ne fonctionne que parce que l'État ou la commune intervient sur le marché. La Ville a besoin d'un plan directeur pour les crèches publiques. La distribution des repas dans les écoles et les crèches ne devrait pas être externalisée, mais rester à 100 % en mains publiques. Les transports publics devraient également rester à 100 % en mains publiques. 60 % des trajets de bus sur le territoire de la capitale sont externalisés, ce qui a également un impact sur les conditions de travail du personnel.

Je me souviens encore très bien du nombre de personnes qui s'opposaient au tram à l'époque. Entre-temps, le tramway est devenu victime de son propre succès. Même si la situation actuelle n'est pas encore comparable à celle de Paris, où, par exemple, la ligne 4 du métro est désespérément bondée aux heures de pointe et où il faut attendre les deux ou trois rames de métro suivantes avant de pouvoir monter, notre tram atteint ses limites aux heures de pointe. C'est pourquoi je ne peux que me rallier à la demande du groupe déi gréng, selon laquelle le collège échevinal devrait abandonner sa politique de blocage concernant l'avenue de la Porte-Neuve. Le réseau de tramway doit être développé de manière conséquente.

Il va de soi que des voitures continueront à circuler et qu'il faut aussi des parkings, mais la priorité doit être donnée aux transports en commun. La question se pose de savoir si

les parkings existants ne devraient pas tous être en mains publiques.

Les frais de consultance sont considérables. La question se pose de savoir si la Ville ne devrait pas augmenter ses effectifs afin de permettre à ses propres services de prendre en charge la mission de conseil.

Les pouvoirs publics doivent être plus actifs sur le marché du logement. Nous sommes confrontés à une crise aiguë du logement. Le marché privé ne résout pas le problème, mais l'aggrave encore. Une politique du logement efficace permet à une personne qui perçoit le salaire minimum de se loger correctement. Une politique du logement qui n'y parvient pas est un échec. Même les personnes qui gagnent deux fois le salaire minimum rencontrent des difficultés à trouver un logement. La Ville devrait se doter d'un plan pour pouvoir offrir aux jeunes un logement communal. Celui qui, comme le DP, est au pouvoir depuis des décennies, aurait pu être plus prévoyant, car la problématique du logement n'est pas nouvelle. La Ville court après le retard accumulé, et pas assez vite. En tant que moins bon élève parmi tous les autres mauvais élèves du pays, – même si certaines communes, comme Esch-sur-Alzette, font bien des efforts – il ne faut pas se vanter d'acheter des logements en VEFA. Notre groupe soutient l'achat de logements en VEFA, qui doivent rester en mains publiques. Il est vrai qu'à l'heure actuelle l'Etat parle plus qu'il n'agit, mais il ne faut pas oublier que le programme VEFA a été mis en place dans le contexte de la crise du secteur de la construction et vise principalement à sauver ce secteur. Sans cette crise, un tel programme n'aurait peut-être pas vu le jour. L'objectif de la Ville doit être de devenir le plus grand propriétaire de logements sur le territoire de la capitale afin de pouvoir répondre aux besoins les plus divers. La devise devrait donc être : « Acheter, acheter, acheter des logements » !

Tout cela a un coût, ce qui nous amène au keynésianisme redécouvert par Monsieur le conseiller Radoux, une théorie qui ne s'accorde pas vraiment avec le groupe sanguin politique de Monsieur Radoux. Sans être keynésiens, nous sommes également d'avis que la Ville doit procéder à des investissements. Dans certaines situations, le keynésianisme est préférable au laissez-faire. Le DP nous explique toujours qu'un Etat ou une commune est géré un peu comme un ménage. C'est n'importe quoi ! Un Etat, une commune peut être en déficit, peut faire des investissements si cela a un sens, car la collectivité en profite. Les dépenses vont augmenter dans les années à venir parce que les besoins vont augmenter, entre autres dans le domaine du logement. Il est donc important d'acheter le plus grand nombre possible de logements et de les garder en possession de la Ville. Grâce aux loyers payés, de l'argent reviendra dans les caisses de la commune, et l'Etat pourra également nous soutenir par des subventions. Le logement doit figurer en tête de la liste des priorités du collège échevinal. Dans la politique financière de la Ville, il existe différents leviers qui peuvent être actionnés. La Ville s'oppose toutefois à une augmentation du taux de perception de l'impôt commercial communal. Monsieur l'échevin des finances Laurent Mosar a estimé que les entreprises ne s'installeraient pas à Luxembourg-Ville uniquement en raison de la politique fiscale. Dans ce cas, la Ville pourrait se permettre d'augmenter le taux de perception de l'impôt communal pour augmenter ses recettes. C'est pourquoi j'en appelle à nouveau au collège échevinal de s'asseoir autour d'une table avec les communes voisines et de fixer un taux de perception commun, afin de freiner le dumping entre les communes. Les communes du sud du pays ont suivi cette voie. La Ville de Luxembourg a besoin des recettes de l'impôt commercial pour pouvoir réaliser des investissements et mettre en œuvre le keynésianisme de Monsieur le conseiller Radoux.

Le groupe déi Lénk ne soutiendra pas le budget 2026.

Madame Colette MART (DP) : Ce sont les 26^e débats budgétaires auxquels je participe au sein du conseil communal de la Ville de Luxembourg. Comme chaque année, ces débats représentent une bonne occasion d'avoir un aperçu de tout ce que la Ville fait dans l'intérêt de ses citoyennes et de ses citoyens. Je félicite Madame la conseillère Kaiffer de son rapport budgétaire, qui nous fournit beaucoup d'informations intéressantes sur le commerce dans la capitale ainsi que sur la relation entre le commerce et l'animation du centre-ville et du quartier de la Gare. Je me limiterai aux domaines que je connais le mieux : l'égalité des chances, l'action sociale, la culture et l'enseignement. Je dirai également quelques mots sur le domaine de la mobilité, car la mobilité est un sujet de préoccupation pour chacun d'entre nous au quotidien.

Je considère toujours un peu l'égalité des chances dans la commune, comme mon bébé, même si, entre-temps, je suis plutôt la grand-mère du bébé. Je salue les orientations actuelles de la politique menée dans ce domaine. En 2000, j'ai été nommée présidente de la première commission de l'égalité des chances. Je n'avais alors que peu d'expérience politique et j'ai fait ce que je fais toujours dans la vie : j'ai noté mes réflexions par écrit. Ensemble avec Madame Ferny Nicklaus-Faber, vice-présidente de ladite commission, j'ai rencontré à la Chambre des Députés l'échevin de l'époque, Monsieur Claude Wiseler, pour discuter du concept de base d'une politique d'égalité des chances dans la capitale, y compris au sein de l'administration communale. Ce concept a été approuvé par le collège échevinal. La première déléguée à l'égalité des chances, Madame Véronique Scheer, a été engagée peu après. A l'époque, je n'avais aucune idée des vents contraires que Madame Scheer allait rencontrer, et moi-même, je ne me suis pas toujours fait d'amis avec mes initiatives. Mais il faut savoir où l'on se situe. C'était une autre époque. Nous avons dû constater au cours de débats publics récents que cette époque résonne encore aujourd'hui. Dans une deuxième phase, Annemie Maquil a développé le plan d'action initial et l'a élevé à un niveau très professionnel, avec l'objectif d'intégrer l'égalité des chances dans tous les domaines de la politique communale. Madame Maquil a été soutenue par tous les échevins successifs. Aujourd'hui, l'égalité des chances a trouvé une place qui n'était pas imaginable il y a 26 ans.

L'élargissement de la thématique à la diversité et aux personnes ayant une orientation sexuelle différente est à saluer. En 2012, la Ville a signé une charte de la diversité. L'égalité des chances n'est pas seulement une préoccupation du service de la Chargée à l'égalité des chances, mais aussi de notre Service Intégration et Besoins spécifiques, du Service Sports et de la Coordination culturelle. Ce sujet est d'une actualité très importante, mais souvent aussi d'une triste actualité. La violence domestique envers les femmes – et dans certains cas envers les hommes – ne diminue pas. Cela est souvent lié à la précarité sociale : les personnes concernées ne peuvent pas se protéger parce qu'elles n'ont pas les moyens financiers. Les hommes en tant que victimes représentent une minorité, mais il ne faut pas les oublier. Les adolescents ou les petits garçons peuvent également être touchés. Il s'agit d'un tabou social qui doit être abordé. Madame Maquil a intégré très tôt ce thème dans son travail. Des événements ont été organisés dans le cadre de la Journée internationale des hommes. Cette année, un film dans lequel le thème de la discrimination est abordé d'un point de vue masculin a été présenté en présence du réalisateur. C'était une excellente initiative, une rupture de tabou à plusieurs niveaux. C'est ainsi que notre société peut progresser. Toutes mes félicitations au service compétent et à Monsieur l'échevin Bauer !

La Ville s'engage depuis longtemps contre la discrimination des personnes ayant une orientation sexuelle différente. Il faut s'en réjouir, mais nous ne devons pas oublier que la souffrance

de ces personnes remonte souvent à leur enfance et que le débat public n'y change pas toujours tout. Les personnes concernées disposent en général d'une bonne représentation de leurs intérêts et sont également représentées en politique. Mais il existe encore des groupes dans notre société qui n'ont pas de lobby, pas de place pour exprimer leur souffrance. Je me réjouis que le ministère de la Famille ait publié un plan d'action contre le racisme et je salue le fait que la Ville ait engagé une personne supplémentaire pour s'occuper du thème de la diversité en particulier.

Il ressort d'études du CEFIS et du LISER datant de 2022 que ce sont surtout les personnes issues de l'immigration – les Africains, les musulmans, les Portugais, les Chinois – et en situation sociale précaire qui, jour après jour, sont victimes de préjugés, subissent des remarques dégradantes, des diffamations, du harcèlement et toutes les formes d'exclusion sociale. Les Africains sont discriminés en raison de la couleur de leur peau. On leur reproche souvent, ainsi qu'aux Portugais, de vouloir profiter de notre système social. On oublie souvent que nous avons conclu des accords d'immigration aussi bien avec le Portugal qu'avec le Cap-Vert et que nous ne pourrions plus fonctionner sans l'immigration. L'antisémitisme a augmenté. Dans ce contexte, je me permets de citer le psychiatre français Frantz Fanon, qui a dit un jour qu'un antisémite est toujours un raciste. Les femmes continuent de subir des discriminations dans beaucoup de domaines et de nombreux clichés restent répandus. Le CEFIS a souligné l'importance de créer un lieu sûr où les personnes concernées peuvent être entendues et s'exprimer. Nous avons créé un tel espace pour notre personnel communal par le département « Egalité et bien-être au travail ». Une psychologue est à la disposition du personnel pour des entretiens. Le plan d'action national contre le racisme prévoit également des actions au niveau communal. La Ville pourrait également se doter d'un plan d'action communal contre le racisme et créer un prix communal pour les initiatives antiracistes. Selon l'étude du CEFIS, de telles actions sont efficaces.

Tous les investissements dans de nouvelles infrastructures scolaires sont à saluer. L'école a changé et la construction de nouveaux bâtiments doit tenir compte des nouvelles méthodes d'enseignement. Les foyers scolaires font partie intégrante de la politique scolaire et doivent être intégrés au campus scolaire. Des progrès devront être réalisés en ce qui concerne le principe de la coopération entre l'école et les foyers scolaires.

Je salue les approches innovantes dans le cadre des projets de construction d'écoles dans le quartier du Kirchberg et dans le quartier de la Gare, ainsi que la rénovation du bâtiment scolaire de la rue Henri VII, qui accueillera l'école et le foyer scolaire. Le projet *Wanterbësch* du CAPEL est une excellente initiative. Il y a quelques minutes, j'ai reçu un SMS d'une grand-mère qui se réjouit que cette action permette aux enfants de se rapprocher de l'artisanat. Le CAPEL a exprimé ses regrets de ne plus participer à l'action *Winterkids*. Personnellement, je suis d'avis que le projet *Wanterbësch* est une excellente alternative, permettant aux enfants des activités intéressantes et créatives avant Noël.

Venons-en à la politique sociale. Récemment, le conseil communal a approuvé un projet de création de logements Housing First à Hollerich. Il avait déjà approuvé la réalisation d'un projet de ce type à Eich. Il ressort du rapport budgétaire que la Ville continuera d'investir dans des chambres meublées et dans des structures Housing First. Les différents modèles répondent à des besoins différents. Les personnes qui se trouvent dans une situation précaire sont toujours victimes de discrimination. Une philosophe enseignant à l'Université du Luxembourg a récemment déclaré dans une interview que ce rejet venait du fait que nous sommes confrontés à notre propre vulnérabilité à travers ces personnes. Dans les structures citées, un bon accompagnement, un mot gentil et

l'espérance de pouvoir se sortir d'une situation de détresse sont importants. Et le thème de la violence institutionnelle doit également rester présent dans notre esprit. Dans toutes les mesures que nous proposons aux personnes pauvres, y compris en collaboration avec des associations actives sur le terrain, il s'agit de trouver le juste milieu, d'accompagner les personnes sans pression, de les aider à évoluer de manière positive et de ne pas leur imposer des attentes auxquelles elles ne peuvent pas satisfaire.

La création de tiers-lieux, les actions publiques allant dans le sens de l'échange multiculturel et aussi plus généralement notre politique culturelle (p.ex. la promotion du *Kulturpass*) font partie de nos priorités politiques et contribuent au dialogue interculturel dans notre ville. Au niveau national, le plan de lutte contre la pauvreté a été présenté. La loi sur l'aide sociale est en cours de révision. Madame l'échevin en charge de l'action sociale est la personne idéale pour donner le bon input du point de vue de la Ville, sachant que de nombreux problèmes sociaux se posent dans la ville et que de nombreuses institutions sociales sont implantées sur le territoire de la capitale.

J'entends régulièrement des citoyens faire l'éloge du parking Knuedler rénové et dire qu'on y trouve toujours un emplacement. Le budget 2026 prévoit des fonds pour la rénovation d'autres parkings. Dans les villes étrangères aussi, une nouvelle génération de parkings voit le jour, avec des emplacements de stationnement plus larges, un éclairage agréable et un peu de couleur.

L'extension du réseau de tramway est également à saluer. Pouvoir se rendre au Centre Hospitalier ou à l'aéroport en tramway fera progresser notre mobilité. L'interaction entre le vélo et le tramway est également importante. C'est pourquoi il devrait y avoir des râteliers à vélos à chaque arrêt de tramway.

En ce qui concerne la culture, les investissements dans le conservatoire et la cinémathèque, entre autres, sont à saluer. Notre culture est également bien organisée dans des lieux alternatifs. Plusieurs membres du conseil communal ont assisté au concert de l'école de Hollerich sur le site du *Geesseknäppchen*. Je me réjouis d'avance de pouvoir accueillir l'artiste Robert Bradford au Théâtre des Capucins. Nous donnons donc aussi une place à nos vieux souvenirs et à nos émotions à Luxembourg-Ville. Robert Bradford le formulerait avec les mots « The way we were ».

Concernant l'espace public, je souhaiterais que davantage de bancs soient installés dans les différents quartiers de la capitale. La Ville a fait appel à des consultants externes pour végétaliser davantage l'espace urbain. Où en est cette étude ? Les activités sur le site de l'ancien abattoir ainsi que les initiatives « Repair » et « Second Hand » sont un pas dans la bonne direction. Nous réfléchissons à la manière de donner une seconde vie à nos livres et à nos vêtements, de faire réparer les vieux objets qui nous sont chers.

Je soutiendrai bien entendu le budget 2026.

Madame Christa BRÖMMEL (déi gréng) : Je voudrais remercier tous ceux qui ont participé à l'élaboration des documents budgétaires. Mon collègue François Benoy a déjà abordé de nombreux points dans la perspective du groupe *déi gréng*. Dans les interventions des orateurs des autres groupes d'opposition, il y a beaucoup de choses auxquelles je peux me rallier.

L'une des tâches de l'opposition est de garder un œil critique sur les dépenses et de voir si l'argent est dépensé dans l'intérêt des citoyens. Le budget social de la Ville pour l'année 2026 est de 17,4 millions d'euros – une somme considérable ! Un total de 7,9 millions d'euros est destiné à soutenir les

associations partenaires qui assurent des services sociaux pour la Ville. Ce budget correspond à peu près à celui du Service Espace public, Fêtes et Marchés. Malgré cela, je constate une série de lacunes et de défis. La Ville doit acquérir davantage de logements pour les personnes vulnérables, notamment des logements Housing First. Il faut également prévoir des douches et des toilettes supplémentaires. Je suis consciente qu'il n'est pas facile de trouver un emplacement adéquat, mais la Ville doit continuer à chercher, car dans certains endroits, l'espace public se transforme peu à peu en toilettes. En commission, il a été question d'un site à Kockelscheuer. Il faut également créer des casiers supplémentaires où les sans-abris peuvent laisser leurs objets personnels en toute sécurité, des logements supplémentaires pour les victimes de violence domestique ainsi que des structures de jour décentralisées, également pour les personnes toxicomanes. Monsieur le conseiller Radoux a estimé que la ville de Luxembourg ne pouvait pas absorber toute la misère du pays, de la Grande Région et de l'Europe. A ce sujet, je tiens à souligner que les responsables de l'*Abrigado* ont clairement expliqué que la majorité des clients de cette structure sont des hommes âgés de 35 à 55 ans, surtout des Luxembourgeois, des Portugais, des Français et des Italiens qui vivent depuis longtemps au Luxembourg. Il convient d'éviter les déclarations tendancieuses !

La capitale manque de crèches publiques, qui sont particulièrement importantes pour les ménages à faibles revenus. Les crèches privées facturent en effet le tarif complet, même si l'enfant n'est pas pris en charge à temps plein. Le réaménagement des cours d'école n'avance pas assez vite. Le collège échevinal n'y voit-il pas une priorité ? La mise en place d'un guichet unique pourrait simplifier aux parents l'inscription de leur enfant à l'école fondamentale et au foyer scolaire. Je ne trouve aucune indication à ce sujet dans le budget 2026. Qu'en est-il de ce projet ? Le budget comprend des fonds pour la réalisation d'une enquête de satisfaction concernant les foyers scolaires – une mesure que j'avais déjà demandée dans une motion déposée le 15 juin 2020. J'attends avec impatience les résultats de cette enquête et les mesures qui seront prises en conséquence.

En tant que présidente de la commission de l'égalité des chances, je me réjouis du fait qu'après de longues années, des moyens plus importants soient enfin prévus au budget pour le domaine de l'égalité des chances. Le service compétent ne compte toutefois que deux collaborateurs à temps plein. Les personnes concernées font un excellent travail et couvrent aussi bien les tâches internes qu'externes (événements, travail de sensibilisation, etc.). La Ville a pris des engagements en signant la Charte de la diversité, la Charte pour l'égalité entre femmes et hommes dans la vie communale et en adhérant au Rainbow City Network.

L'année prochaine, la *Luxembourg Pride* aura lieu à Luxembourg-Ville. Le groupe *déi gréng* salue expressément cette décision, tout comme le fait que cette manifestation soit organisée à l'avenir en alternance avec la ville d'Esch-sur-Alzette. Il est important d'adresser des messages clairs à l'adresse des critiques. Dans de nombreux pays, les personnes ne sont pas reconnues indépendamment de leur identité de genre et de leur orientation sexuelle, et beaucoup d'entre elles ne se voient pas accorder une place dans la société. La *Pride* doit être événement spécifique, un *safe place* pour la communauté LGBTIQ+, qui donne une grande visibilité à cette communauté dans toute sa diversité culturelle. En ce qui concerne le commerce, que la rapportrice du budget a placé au centre de son rapport, une *Pride* aura également un impact positif concret sur le commerce local, la restauration et l'hôtellerie. Vu le montant assez élevé de 250.000 € inscrit au budget pour l'organisation de la *Luxembourg Pride*, je trouve cependant regrettable que nous devions donner notre accord sans connaître les détails du concept. Je pars du principe que ces détails seront fournis dans le courant de l'année 2026.

Une ville pour tous signifie également lutter contre toute forme d'exclusion des personnes en raison de leur situation économique, de leur origine ou de la couleur de leur peau. Dans ce contexte, deux plans d'action nationaux ont été récemment présentés : le Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté et le Plan d'action national Antiracisme. Je partage l'avis selon lequel ces deux plans d'action devraient être transposés au niveau communal. Avec notre monitoring social, nous nous donnons une certaine base dans la lutte contre la pauvreté. J'ai toujours salué et soutenu ce projet, mais il convient désormais, sur la base des études, d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures concrètes. En ce qui concerne les actions de lutte contre le racisme, nous devrions passer à la vitesse supérieure. Des idées concrètes seraient la sensibilisation et la formation du personnel qui est en contact avec les citoyens dans le cadre de son travail (structures pour enfants, structures pour personnes âgées), la mise en place d'un point de contact communal où les plaintes peuvent être déposées et les procédures de plainte entamée ainsi que l'élaboration d'une charte, qui pourrait être déclinée à différents niveaux, notamment au niveau des écoles et des foyers scolaires, et pourquoi pas également au niveau associatif. Une étude représentative réalisée par le Centre de l'égalité de traitement en 2024 constate que 40 % des personnes interrogées ont elles-mêmes subi des discriminations en raison de leur appartenance ethnique et/ou de leur couleur de peau. Je ne prétends pas que le racisme soit largement répandu, mais il faut continuer à sensibiliser et à veiller à ce que les personnes victimes de racisme aient la possibilité de se défendre.

Le groupe *déi gréng* reconnaît que le collège échevinal n'est pas inactif dans le domaine social, mais il nous semble clair que des épaules plus larges peuvent et doivent porter davantage. Des lacunes subsistent, mais on peut les considérer comme une opportunité de rendre notre ville encore plus inclusive, plus juste et plus sociale pour tous.

Madame Pascale AREND (DP) : La ville de Luxembourg continue de se développer et se trouve donc également confrontée à d'importants défis, mais aussi à de grandes opportunités que nous devons saisir pour orienter notre ville vers l'avenir, en mettant clairement l'accent sur le sport, l'éducation de nos enfants, la mobilité, le commerce et la création de logements. Jusqu'à présent, les citoyennes et les citoyens ont bénéficié d'une très bonne qualité de vie, mais celle-ci a quelque peu souffert ces derniers temps. La situation actuelle nous montre que nous devons continuer à faire preuve de prudence en matière de planification financière, afin que les jeunes générations puissent profiter de notre belle ville dans la même mesure que nous.

Toutes les études montrent que le sport n'est pas seulement un passe-temps, mais qu'il nous aide aussi à rester plus longtemps en bonne santé et en forme. En tant que présidente de la Commission des sports, je suis donc très heureuse que la Ville continue d'investir massivement dans le sport avec 48,3 millions d'euros en 2026, et ce dans l'intérêt des enfants, des adultes et des seniors. Les 120 cours de sport, parfaitement organisés par le Service Sports, s'adressent à tous les âges et jouissent d'une telle popularité qu'ils sont presque toujours complets à 100 %. Il en va de même pour les *Sportwochen*, qui sont également organisées de manière professionnelle. Le Service Sports participe également à l'organisation de grandes manifestations sportives (comme le marathon ING, le Tour de Luxembourg et le City Jogging).

Environ 20 millions d'euros sont inscrits au budget 2026 pour les travaux de terrassement et d'infrastructure en vue de la réalisation du nouveau complexe d'athlétisme à Hamm, avec ses deux stades répondant aux normes internationales, ses salles de sport, sa piste d'entraînement et ses deux terrains de football. Comme on le sait, le stade d'athlétisme devra être achevé pour les Jeux des Petits Etats d'Europe en 2029.

Les travaux préparatoires devraient débuter en mars 2026. Ce projet est important non seulement pour le sport et nos athlètes, mais aussi pour lutter contre la crise aiguë du logement. Sur le site de l'ancien stade, la Ville possède un vaste terrain où un grand projet de construction de logements devra voir le jour à un endroit privilégié. Toutefois, la mise en œuvre ne pourra commencer que lorsque le projet de Hamm sera réalisé. J'espère que des procédures interminables et des actions de type NIMBY ne viendront pas freiner cet important projet de construction de logements.

Il faut également se réjouir du taux d'utilisation élevé de toutes nos installations sportives. Le collège échevinal est conscient du fait que nos infrastructures sportives débordent en raison des nombreuses activités des 180 clubs et du sport de masse installés sur le territoire de la ville. Nous devrions réfléchir à d'autres moyens permettant d'optimiser l'utilisation de ces infrastructures, par exemple en ouvrant nos halls sportifs et nos piscines aux clubs et aux particuliers pendant les vacances ou les week-ends. Pourquoi ne pas ouvrir le stade Josy Barthel, comme par le passé, en dehors des heures d'entraînement du CSL, à tous ceux qui souhaitent s'y entraîner ? Le plan pluriannuel prévoit des investissements massifs pour la création d'infrastructures sportives à Cessange, Dommeldange, Belair et Kirchberg, ainsi que la rénovation et l'extension d'infrastructures existantes. En tant que membre de longue date du comité du plus grand club de natation luxembourgeois, je sais qu'en ce qui concerne les piscines, nous sommes depuis longtemps arrivés à la limite de nos capacités. Je me réjouis donc d'autant plus que de nombreuses nouvelles infrastructures sportives, par exemple à Dommeldange et au Kirchberg, prévoient également des bassins de natation. Malheureusement, cela ne suffit pas pour répondre à la demande actuelle.

L'un des objectifs essentiels dans le domaine de la mobilité était de faire passer l'ensemble de notre flotte de bus en mode électrique en 2025. Il s'agit désormais, dans le cadre du plan de mobilité, de promouvoir les modes de transports durables, d'étendre le réseau de tramways et d'encourager la mobilité douce. Il faut développer les itinéraires cyclables et les chemins piétonniers et les rendre plus sûrs. Beaucoup a déjà été réalisé, mais là aussi, il faut aller encore plus vite.

Il serait intéressant de faire de notre ville une zone 30 avec des coussins berlinois de bout en bout, rendant ainsi nos rues encore plus sûres pour les cyclistes et les piétons et moins attractives pour le trafic de transit. Comme il a enfin été reconnu que les coussins berlinois sont le moyen le plus efficace de ralentir le trafic de transit, j'espère qu'ils seront désormais généralisés. Il ne faut cependant pas oublier que la

ville vit de et avec les personnes qui viennent chaque jour ici pour travailler ou faire du shopping. Je salue donc le fait que le budget 2026 prévoit des fonds pour la rénovation de nos parkings.

En accord avec le ministère de l'Éducation nationale, les dispositions nationales relatives à une large interdiction des téléphones portables ont également été mises en œuvre dans nos écoles fondamentales et nos foyers scolaires afin d'améliorer la capacité de concentration des élèves. Le collège échevinal dispose-t-il déjà des résultats de l'étude ? Il s'agit maintenant de mettre en œuvre le projet Alpha dans nos écoles, de faire grandir nos enfants ensemble et d'équilibrer les chances de formation. Je suis heureuse de constater que la Ville investit beaucoup dans la construction et la modernisation de nos complexes scolaires et de nos foyers scolaires, afin de pouvoir répondre aux besoins en matière d'accueil des enfants.

Notre Ville ne dort pas non plus en matière de politique sociale. Avec les activités complexes et coûteuses de son Office social, son Service Logement, la création de tiers-lieux et de structures Housing First ainsi que son important parc de logements abordables, la Ville se démarque de toutes les autres communes du pays. Les activités de notre Service Seniors méritent également d'être soulignées. Lui aussi fait un travail remarquable – et, pour reprendre les mots de Madame l'échevin Cahen : « *C'est vraiment agréable de vieillir dans cette ville* ». La Ville de Luxembourg s'occupe également de ses concitoyens âgés qui vont moins bien. Dans ce contexte, il convient de mentionner les services « De roude Knäppchen » et « Repas sur roues » ainsi que l'offre relative à la réalisation de petits travaux dans ou autour de la maison.

Je tiens également à rendre hommage à notre Service Événements, Fêtes et Marchés (EFM) et à l'échevin responsable, Monsieur Patrick Goldschmidt, puisque c'est grâce à eux que nos « Winterlights » ont été élus cette année meilleur marché de Noël d'Europe par la prestigieuse BBC. Et le service EFM ne ménage pas non plus ses efforts pour organiser de nombreux concerts gratuits de manière professionnelle, comme sur la Kinnekswiss et au Glacis. La Schueberfouer et l'Éimaischen sont également des événements très appréciés par nos citoyens et au-delà des frontières de la ville et de notre pays.

Pour terminer, je tiens à remercier tous les collaborateurs des services de la Ville pour l'excellent travail qu'ils ont accompli en 2025. Un remerciement particulier va à Madame Castagna et à Monsieur Reding de la Direction des finances ainsi qu'à la commission des finances. Un grand merci également à Madame la conseillère Kaiffer pour son rapport budgétaire détaillé et très intéressant.